



Le directeur académique des services de l'éducation nationale du Jura,

Vu la loi n°83 663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat;

Vu le décret n°85 348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de compétences en matière d'enseignement;

Vu l'avis émis par le Comité Technique Spécial Départemental du 04 septembre 2014;

## Service

Division du 1<sup>er</sup> degré

# AJUSTEMENTS DE RENTREE

## DECISIONS DE M. LE DIRECTEUR ACADEMIQUE

Téléphone  
03.84.87.27.27

Fax  
03.84.87.27.04

Mél.  
ce.de1d.ia39  
@ac-besancon.fr

335, Rue Ch. Ragmey  
BP 602 - 39021  
Lons-le-Saunier  
Cedex

**ARTICLE 1** : A titre provisoire pour l'année scolaire 2014-2015 sont implantés les emplois dans les écoles suivantes :

- ◆ 039 0910C LONS LE SAUNIER Rousseau maternelle, 3ème classe
- ◆ 039 0145W AROMAS primaire, 3ème classe
- ◆ 039 0172A COUSANCE primaire, 9ème classe
- ◆ 039 1220P ROMANGE primaire, 6ème classe

**ARTICLE 2** : Les postes du RASED implantés, non pourvus à la rentrée 2014, sont banalisés et fonctionneront à titre provisoire pour l'année scolaire 2014-2015, de la façon suivante :

- ◆ 039 0227K BALANOD primaire, 3ème classe
- ◆ 039 0327U ETREPIGNEY primaire, 3ème classe
- ◆ 039 0570H MACORNAY primaire, 6ème classe
- ◆ 039 022GE Brigade DOLE 1, 1 poste titulaire remplaçant
- ◆ 039 022GE Brigade DOLE 3, 1 poste titulaire remplaçant
- ◆ 039 022GE Brigade CHAMPAGNOLE, 1 poste titulaire remplaçant

**ARTICLE 3** : Un support de congé formation professionnelle, non utilisé, est banalisé et fonctionnera, à titre provisoire pour l'année scolaire 2014-2015, de la manière suivante :

- ◆ 039 022GE Brigade SAINT CLAUDE, 1 poste titulaire remplaçant

Ces mesures prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Fait à Lons le Saunier, le 04 septembre 2014

Pour le Recteur,  
Et par délégation,  
Le directeur académique

Jean Marc MILVILLE

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits et aux citoyens dans leurs relations avec les administrations

Si vous estimez que la décision prise par l'Administration est contestable, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux qu'il vous appartient d'adresser à Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale en résidence dans le Jura,
- soit un recours hiérarchique devant Monsieur le ministre de l'éducation nationale,
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais. Etant assimilés à des demandes, ils doivent donner lieu à un accusé de réception de la part de l'autorité administrative.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, si vous souhaitez en cas de rejet du recours gracieux ou du recours hiérarchique former un recours contentieux, ce recours gracieux ou hiérarchique devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Par ailleurs, un réseau de médiateurs de l'éducation nationale a été instauré par le décret du 1er décembre 1998.

En vertu de ce texte réglementaire, le médiateur « reçoit les réclamations concernant le fonctionnement du service public de l'éducation nationale dans ses relations avec les usagers et ses agents ».

Le médiateur académique peut être saisi, après recours gracieux et hiérarchique, de tout litige concernant le 1er et le 2<sup>nd</sup> degré, impliquant les services ou les établissements de sa circonscription, par courrier envoyé à l'adresse suivante :

Monsieur le médiateur académique  
Rectorat de Besançon  
10 rue de la Convention  
25 030 BESANCON cedex  
Tél : 03.81.65.47.00